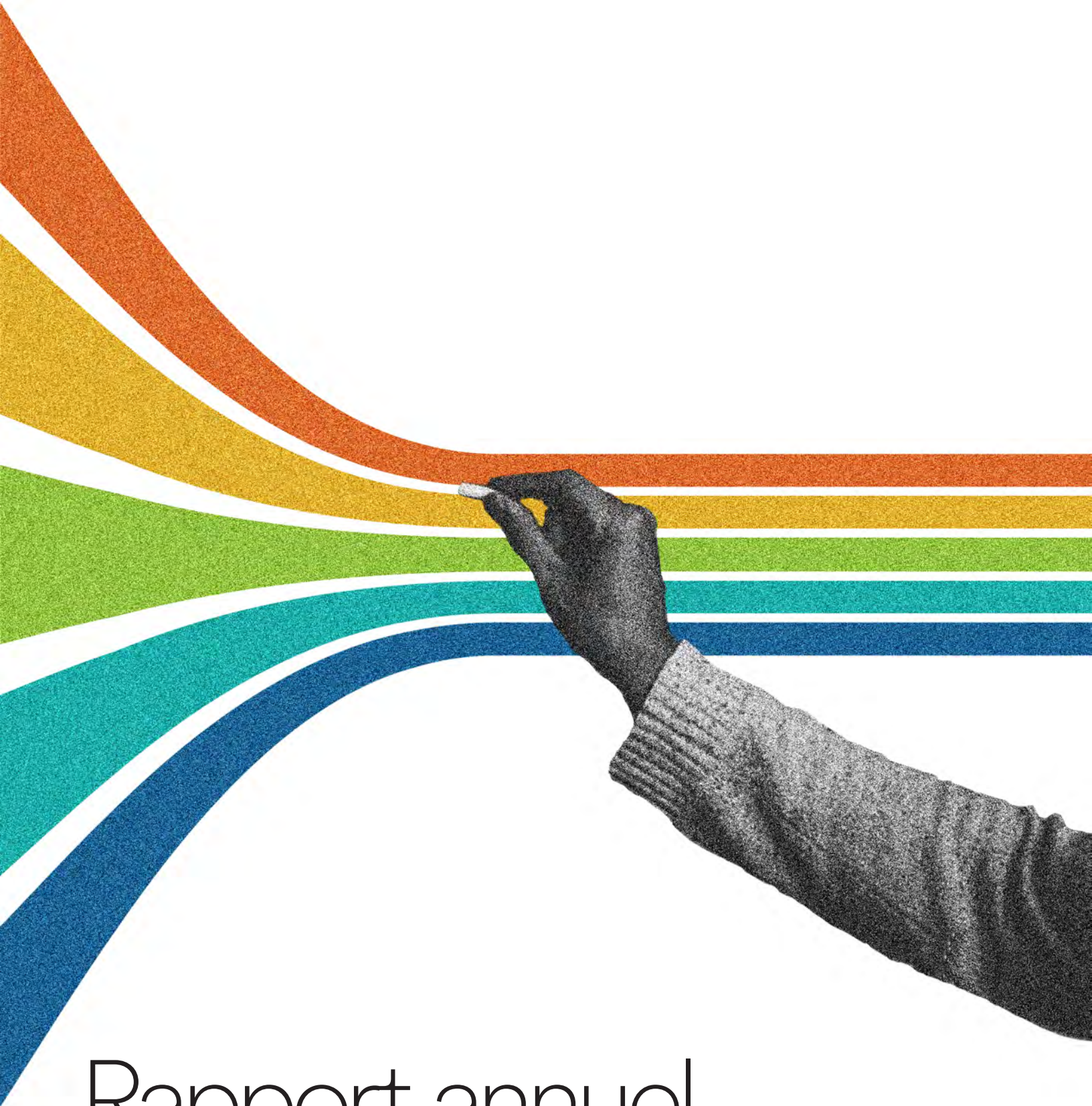


Rapport annuel

2022–2023

Canadian Teachers' Federation
Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants

Éducation publique financée par l'État

ORGANISATIONS MEMBRES

Newfoundland and Labrador Teachers' Association

Prince Edward Island Teachers' Federation

Nova Scotia Teachers Union

NBTA

QPAT APEQ

aefo | Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens

OSSTF/FEESO

ETFO FEEO

Ontario English Catholic Teachers Association

THE MANITOBA TEACHERS' SOCIETY

LA FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS DE LA SASKATCHEWAN

The Alberta Teachers' Association

BCTF

Association des professionnels de l'éducation du Yukon

NWTTA

ORGANISATIONS ASSOCIÉES

NBTF FENB

OTF FEO

TABLE DES MATIÈRES

6 Message du président

12 La CTF/FCE en bref

13 Vision et mission

14 Bureau de direction

15 Conseil d'administration

16 Membres du Conseil d'administration

17 Comités

19 Rapport de la directrice générale

30 Éliminer le racisme, l'oppression et la discrimination systémiques

33 Nos partenariats

36 Solidarité mondiale

39 Rapport financier

43 Médias sociaux

50 Prix et distinctions

MESSAGE DU PRÉSIDENT

Parfois, dans la vie comme au travail, on a le sentiment d'avoir enfin atteint une bonne vitesse de croisière pour se rendre compte que le moment est déjà venu de laisser la place à quelqu'un d'autre. C'est un peu comme une course de relais! On atteint sa vitesse de pointe juste au moment de passer le témoin. Après deux années à la présidence de la CTF/FCE, il est temps pour moi de laisser ma successeure et amie, Heidi Yetman, prendre le relais de la course, une course sans ligne d'arrivée.

Bien entendu, mon départ suscite en moi un mélange d'émotions. Quand je repense aux deux dernières années, je me sens immensément fier de tout ce que nous avons entrepris, accompli, appris et fait avancer collectivement. Mais je pars également avec le sentiment de vouloir en faire encore plus, ce qui me fait dire que ce désir de lutter pour la profession enseignante et l'éducation publique financée par l'État brûle toujours en moi. Je suis très chanceux que la passion qui m'anime ne faiblisse pas, même après tant d'années passées sur la ligne de front à défendre les enseignantes et enseignants et les autres travailleurs et travailleuses de l'éducation du Canada. Je pense qu'il en est ainsi parce que chaque victoire s'accompagne d'un nouveau défi qui nous pousse à continuer.

Au pire de la pandémie de COVID-19, la profession et la Fédération ont montré tout ce dont elles sont capables. Cette crise, qui aurait pu nous briser, et qui par moments a semblé le faire, nous a au contraire rendus plus forts et plus déterminés. Elle nous a aussi rappelé que notre combat, aussi difficile soit-il, ne fait qu'unifier les personnes mêmes qui sont sur le terrain et les communautés qui les soutiennent.

Évidemment, nous nous sommes tenus debout. Mais nous avons un peu plié sous le poids de l'épuisement. Les évènements qui ont laissé la société exténuée ont eu le même effet sur beaucoup d'entre nous. Et au moment où nous pensions avoir vaincu cette pandémie, de nouvelles menaces, dont bon nombre découlent de cette crise, ont surgi.

Cette année, de nombreuses organisations membres et associées ont délaissé les politiques relatives au port du masque pour se concentrer davantage sur la négociation. Au moment de la rédaction du présent message, les contrats de travail de plus de 200 000 enseignantes et enseignants au Canada sont expirés. Après avoir louangé abondamment les éducateurs et éducatrices au début de la pandémie, les gouvernements se sont montrés peu enclins à fournir le soutien financier dont le milieu de l'éducation a si désespérément besoin pour assurer des services éducatifs de

Annonce de l'ASPC en compagnie du député David McGuinty, Ottawa (Ontario)

qualité dans l'ensemble des communautés, grandes et petites, du pays.

L'épuisement du corps enseignant, poussé bien au-delà de ses limites, et l'empressement des gouvernements à resserrer les cordons de la bourse ont conduit les systèmes d'éducation publique du pays au bord du gouffre. Cela dit, la solidarité qui s'est renforcée pendant les jours les plus sombres de la pandémie sert maintenant bien les membres dans leur lutte en faveur de conditions de travail justes, de salaires convenables et de ressources solides.

Cependant, même si nous travaillons ensemble pour renverser la vapeur, il n'empêche qu'une tempête parfaite, ignorée depuis bien trop longtemps déjà, est maintenant là, sous nos yeux, et il est grand temps d'y porter attention. La pénurie de personnel enseignant, qui touche depuis longtemps déjà les communités francophones minoritaires, force désormais l'ensemble des organisations membres et associées de la CTF/FCE à sonner l'alarme aux quatre coins du pays. Là encore, le stress de la pandémie, à quoi s'ajoutent les efforts concertés pour déprofessionnaliser le personnel enseignant et les autres travailleurs et travailleuses de l'éducation, a mené à l'exode des enseignantes et enseignants et à la diminution du nombre de recrues désireuses de prendre la relève.

Cette crise, parce qu'il s'agit bien d'une crise, il y en a qui en profitent pour dévaloriser le bien public qu'est l'éducation et détruire les syndicats en même temps. Il faut donc absolument faire valoir l'importance cruciale du personnel enseignant pour la société. Aucun appareil ni aucune forme d'intelligence artificielle ne peut offrir l'accompagnement humain et personnalisé que les enseignantes et enseignants fournissent à leurs élèves. Les enfants du Canada le méritent, et notre avenir en dépend.

En ma qualité de président, j'ai vu avec beaucoup de fierté tout ce que fait la CTF/FCE publiquement, mais surtout en coulisse, pour répondre aux besoins des organisations membres et associées dans les provinces et territoires. La négociation collective ne se fait pas à l'échelon fédéral, mais la CTF/FCE fournit à ses organisations des ressources dont elles ont grandement besoin et se sert de sa voix nationale pour faire de la négociation un sujet d'intérêt commun d'un océan à l'autre. Et, bien que bon nombre de questions provinciales et territoriales ne relèvent pas directement du mandat de la Fédération, les questions fédérales, elle, en font certainement partie.

Quand je suis arrivé à Ottawa, une nouvelle vision du monde s'est présentée à moi. Oui, les systèmes d'éducation de notre pays relèvent des provinces et des territoires. Mais ne vous y trompez pas, l'éducation publique est une question d'intérêt national importante. Et si une chose positive est ressortie de la pandémie, c'est qu'ensemble, les systèmes d'éducation publique financés par l'État au Canada forment le tissu social de notre pays, qui permettra aux générations futures de s'épanouir pleinement.

Cependant, cette prise de conscience m'a amené, comme beaucoup d'autres, à me demander pourquoi le milieu de l'éducation publique au Canada n'avait pas de voix politique à l'échelon fédéral. Au lieu de demander un ministère fédéral de l'Éducation, nous avons pensé à autre chose.

Tout au long de la pandémie, la CTF/FCE a entretenu une communication régulière avec divers ministres à Ottawa afin de discuter de questions touchant directement et indirectement l'éducation publique. Jamais auparavant l'éducation n'avait été autant sous les feux des projecteurs nationaux. Il a fallu que les écoles ferment leurs portes d'un bout à l'autre du pays!

Dès l'automne de 2021, la CTF/FCE s'est mise au travail pour que l'éducation publique financée par l'État demeure une priorité nationale longtemps après la pandémie. Aujourd'hui, en 2023, après deux ans de travail et de persévérance, de nombreuses discussions et beaucoup d'efforts pour mettre des partenariats en place, le Conseil consultatif national sur l'éducation publique financée par l'État est en voie de devenir réalité.

Créé par la CTF/FCE, ce conseil consultatif compte parmi ses membres l'Association canadienne des doyens et doyennes d'éducation, l'Association canadienne des directeurs d'école, l'Association canadienne des gestionnaires de commissions scolaires, l'Association canadienne des commissions/conseils scolaires, la Fédération nationale des conseils scolaires francophones et le Regroupement national des directions générales de l'éducation. Il veillera à ce que les questions fédérales qui ont une incidence sur l'éducation publique bénéficient d'une voix et d'une visibilité nationales.

Soutenu par le poids que représentent les organisations collectivement, le Conseil consultatif s'attaquera à des sujets de préoccupation pancanadiens en les soumettant directement au gouvernement fédéral. Il braquera les projecteurs notamment sur la question de la santé mentale du personnel enseignant et des élèves, sur la nécessité de mettre en place un programme national de déjeuner à l'école pour atténuer les effets de la pauvreté, sur un meilleur accès aux études en français en milieu francophone minoritaire et sur les mesures à prendre pour promouvoir et renforcer l'éducation autochtone.

En attendant que le Conseil consultatif atteigne sa vitesse de croisière, la CTF/FCE a déjà donné la priorité à la santé mentale du personnel enseignant et des autres travailleurs et travailleuses de l'éducation. Nous savions que la maladie mentale touche plus d'une personne sur trois au Canada, mais la pandémie a laissé dans son sillage une crise de la santé mentale qui a eu d'énormes conséquences pour le personnel enseignant.

La pandémie n'a pas créé cette crise, mais il n'y a pas de doute qu'elle l'a empirée. Et surtout, elle l'a exposée au grand jour. Il nous faut maintenant nous y attaquer avant qu'encore plus de personnes quittent l'enseignement et que l'éducation publique financée par l'État en subisse les conséquences. Voilà pourquoi l'un des derniers projets de la CTF/FCE est si important et tombe tellement à point.

Grâce à une subvention fédérale, la CTF/FCE a lancé dans des écoles publiques du pays un projet pilote qui vise à améliorer la santé mentale et le bien-être du personnel enseignant et des autres travailleurs et travailleuses de l'éducation au Canada. Elle a bon espoir que ce projet aura des retombées positives. Avec le soutien de spécialistes de la santé mentale, le personnel se concentre sur

des sujets comme les traumatismes, la résilience, l'usure de compassion, la sécurité psychologique et le bien-être. Ce projet pilote est unique en son genre parce qu'il est adapté aux besoins et à la réalité quotidienne du personnel enseignant et des autres travailleurs et travailleuses de l'éducation. Et pour ne pas ajouter à la déjà longue liste de « choses à faire » des enseignantes et enseignants, il propose un modèle de soutien fondé sur la collégialité, une sorte de soutien par les pairs.

Mis en œuvre dans trois écoles, ce projet vient seulement de débuter, mais nous espérons qu'il nous permettra de trouver comment mieux soutenir le personnel enseignant en période postpandémique et au-delà au moyen d'un programme de promotion de la santé mentale et de prévention des maladies mentales en milieu scolaire.

Par ailleurs, si la CTF/FCE ne manque ni de travail ni de défis à relever ici au pays, elle s'investit également corps et âme au-delà des frontières du Canada. La vie a repris son cours normal à peu près partout, et il est formidable de voir que la CTF/FCE a rétabli sa collaboration en personne avec ses partenaires à l'étranger.

Cette année marque le retour du Projet outre-mer, et je suis extrêmement heureux de voir que la collaboration de longue date entre le personnel enseignant et les syndicats est plus solide que jamais. Je suis très reconnaissant aux organisations membres et associées de croire à ce projet et aux nombreux autres que mène la CTF/FCE à l'étranger, et de les soutenir.

Je suis également fier de voir que le travail en matière d'équité entre les sexes se poursuit en Ouganda et en Gambie grâce à de généreuses subventions fédérales. Le projet Simameni, qui a dû être interrompu en raison de la pandémie, a finalement pu reprendre une fois les mesures sanitaires levées et relancer ses activités à l'appui de l'éducation des filles.

Même si le Canada est loin d'être parfait — et, croyez-moi, nous avons encore beaucoup de travail à faire —, nous avons le privilège de vivre dans un pays économiquement solide, fondé sur des valeurs sociales et renforcé par un système démocratique. Hélas, beaucoup trop de gens dans le monde doivent se battre pour avoir ne serait-ce qu'une fraction de ce que le citoyen moyen a ici. C'est pourquoi nous devons continuer de faire preuve de solidarité avec nos collègues des milieux éducatif et syndical, au pays comme à l'étranger.

Cette année, cette solidarité s'est manifestée par le soutien offert en réponse aux appels d'action urgente pour la Palestine, la Turquie et la Syrie. Sous la direction de l'Internationale de l'Éducation (IE), la CTF/FCE et ses organisations membres et associées ont mobilisé des ressources financières et autres pour aider et encourager nos collègues en ces temps difficiles. Et même si la crise en Afghanistan ne fait plus la une des journaux, la CTF/FCE et l'IE ont continué d'aider des collègues d'Afghanistan à fuir le danger.

Évidemment, la collaboration et la coordination nécessaires pour répondre à ces appels et s'attaquer aux difficultés mondiales en éducation ne sont possibles que s'il y a une communication avec les partenaires et les gouvernements à l'échelle internationale. C'est pourquoi la participation de la CTF/FCE au Sommet international sur la profession enseignante est si importante.

Représenter les enseignantes et enseignants canadiens au 10e Sommet, à Washington, en avril dernier, a été un réel privilège, non seulement parce que je suis fier de l'extraordinaire calibre des membres du corps enseignant et des autres travailleurs et travailleuses de l'éducation du Canada, mais également parce que j'ai reçu pendant le Sommet de nombreux commentaires positifs de la part de représentantes et représentants de l'IE et d'organisations affiliées à celle-ci à propos de l'importante contribution de la CTF/FCE.

Si j'avais un regret à exprimer, ce serait que la pandémie a réduit encore plus les possibilités, à la présidence, de renforcer les relations internationales si importantes de la Fédération.

Comme je l'ai déjà mentionné, la portée du travail de la CTF/FCE est immense. L'éducation publique financée par l'État commence peut-être dans la salle de classe, mais ses effets s'étendent bien au-delà, dans les familles, les communautés, les villes et les pays. Elle sert de fondement aux valeurs que nous chérissons, mais le travail nécessaire pour améliorer les choses ne s'arrête jamais.

La Fédération se tourne vers l'avenir avec un regain de motivation et le sentiment d'être plus sensible au monde qui l'entoure. Elle prend des mesures importantes pour améliorer l'inclusion et la diversité parmi ses porte-paroles élus et nommés, comme en témoigne son travail pour éliminer le racisme, l'oppression et la discrimination systémiques. Ensemble, nous avons la responsabilité de continuer d'éliminer les obstacles, tant visibles qu'invisibles, pour que la Fédération soit représentative non seulement de la profession, mais également de la société canadienne, et qu'elle puisse profiter ainsi de l'éventail de parcours et d'expériences nécessaire au renforcement de notre voix commune. Je me réjouis à la perspective de suivre la progression de ces efforts au cours des mois et des années à venir.

Enfin, la longue liste de réalisations et de projets ainsi que le soutien fourni aux organisations membres et associées n'auraient pas été possibles sans la petite mais très dévouée équipe du personnel, à Ottawa, avec à sa tête une dirigeante extraordinaire. Cassie Hallett et ses collègues de l'équipe de direction principale, Claudia Guidolin et Samantha Perrin, ont, jour après jour, soulevé des montagnes pour faire de la CTF/FCE une organisation nationale formidable et respectée. Je tiens à remercier personnellement Cassie et son équipe de m'avoir soutenu et d'avoir fait des deux dernières années une expérience mémorable qui a su dépasser mes attentes. Je me souviendrai longtemps de mon séjour à Ottawa.

Avant de passer à la prochaine étape de mon parcours, je tiens à vous remercier tous et toutes du travail que vous accomplissez pour soutenir et renforcer la profession et vous assurer ainsi que tous les enfants ont accès à une éducation publique de qualité, financée par l'État.

En toute solidarité,

Sam Hammond
Président

LA CTF/FCE EN BREF

FÉDÉRATION CANADIENNE DES ENSEIGNANTES ET DES ENSEIGNANTS (CTF/FCE)

La Fédération nationale bilingue qui réunit des organisations de l'enseignement de chaque province et territoire du Canada, et qui participe activement à l'Internationale de l'Éducation à laquelle elle est affiliée.

VISION

Un Canada où tous les enfants ont un accès équitable à une éducation publique de qualité, financée par l'État.

MISSION

En tant que fédération d'organisations membres et associées, la CTF/FCE promeut et appuie une éducation publique inclusive de qualité, financée par l'État, sous toutes ses formes. Elle défend l'enseignement comme profession et milite en faveur de l'octroi de ressources suffisantes, des droits des travailleurs et travailleuses, et de la justice sociale au Canada, et dans le monde entier.

BUREAU DE DIRECTION

Le Bureau de direction se compose des personnes qui occupent la présidence, les postes de la vice-présidence et la présidence désignée (une année sur deux), et la fonction de directeur général ou directrice générale. Sauf pour la ou le titulaire de cette dernière fonction (nomination par le Conseil d'administration), les membres du Bureau de direction sont élus par les déléguées et délégués à l'Assemblée générale annuelle. Le Bureau de direction dirige les affaires de la CTF/FCE entre les réunions du Conseil d'administration.

De haut en bas :

Sam Hammond, président
Heidi Yetman, présidente désignée
Clint Johnston, vice-président
Jenny Regal, vice-présidente
Paul Wozney, vice-président
Cassandra Hallett, directrice générale

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration est responsable des affaires de la Fédération entre les assemblées générales. Il définit l'orientation politique à prendre à l'égard des dossiers prioritaires et assure la surveillance générale de la gestion de la CTF/FCE, plus particulièrement de la planification stratégique, des questions financières et comptables, des ressources humaines et des principes directeurs. Le Conseil se réunit en novembre, en avril et juste avant l'Assemblée générale annuelle, ainsi qu'en février au besoin.

Il se compose des personnes suivantes :

- le président ou la présidente;
- les vice-présidentes et vice-présidents;
- le président désigné ou la présidente désignée (s'il y a lieu);
- le directeur général ou la directrice générale;
- deux représentantes ou représentants nommés par chaque organisation membre, et jusqu'à deux représentantes ou représentants non votants nommés par chaque organisation associée.

Le président ou la présidente de la CTF/FCE exerce un mandat de deux ans. Les vice-présidentes et vice-présidents exercent aussi un mandat de deux ans qui commence et se termine en même temps que celui du président ou de la présidente. La présidente désignée ou le président désigné est élu pendant la deuxième année.

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

ORGANISATIONS MEMBRES

Newfoundland and Labrador Teachers' Association

- Trent Langdon, président
- Stefanie Tuff, directrice générale

Prince Edward Island Teachers' Federation

- Aldene Smallman, présidente
- Shaun MacCormac, secrétaire général

Nova Scotia Teachers Union

- Ryan Lutes, président
- Steve Brooks, directeur général

New Brunswick Teachers' Association

- Connie Keating, présidente
- Ardith Shirley, directrice générale

Association provinciale des enseignantes et enseignants du Québec

- Steven Le Sueur, président des débats
- Sébastien Joly, directeur exécutif

Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens

- Anne Vinet-Roy, présidente
- Anne Lavoie, directrice générale et secrétaire-trésorière

Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario

- Karen Brown, présidente
- Sharon O'Halloran, secrétaire générale

Ontario English Catholic Teachers' Association

- Barb Dobrowolski, présidente
- David Church, secrétaire général

Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario

- Karen Littlewood, présidente
- Chris Goodsir, secrétaire général

The Manitoba Teachers' Society

- Nathan Martindale, président
- Danielle Fullan Kolton, directrice générale

Fédération des enseignantes et enseignants de la Saskatchewan

- Samantha Becotte, présidente
- Bobbi Taillefer, directrice générale

The Alberta Teachers' Association

- Jason Schilling, président
- Dennis Theobald, secrétaire exécutif

Fédération des enseignantes et enseignants de la Colombie-Britannique

- Carole Gordon, première vice-présidente
- Amber Mitchell, directrice générale

Association des professionnels de l'éducation du Yukon

- Ted Hupé, président
- Ethan Emery, directeur général

Association des enseignants et enseignantes des Territoires du Nord-Ouest

- Matthew Miller, président
- David Murphy, directeur général

Association des enseignants et enseignantes du Nunavut

- Justin Matchett, président
- John Fanjoy, directeur général

ORGANISATIONS ASSOCIÉES

Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario

- Nathan Core, président
- Scott Perkin, secrétaire-trésorier

Fédération des enseignants du Nouveau-Brunswick

- Kerry Leopkey, directeur général
- Caroline Foisy, directrice générale adjointe

COMITÉS

COMITÉS DU CONSEIL

Le Comité des finances a voix consultative à l'Assemblée générale annuelle et auprès du Conseil d'administration, du Bureau de direction et de la directrice générale en ce qui touche les finances et les lignes de conduite financières.

Les fiduciaires s'assurent que les fonds, les subventions et les sommes que reçoit le Fonds en fiducie de la CTF/FCE sont administrés et comptabilisés correctement.

Au nom du Conseil d'administration, **le Comité du Régime de retraite** agit en qualité d'administrateur du Régime de retraite des employées et employés de la CTF/FCE conformément au texte du Régime.

Le Comité des Statuts et des Règlements administratifs conseille le Bureau de direction en ce qui touche la modification des Statuts, des Règlements administratifs et des Procédures. Il étudie aussi les questions qui lui sont soumises et en rend compte au Bureau de direction.

Le Comité du personnel représente le Conseil d'administration dans les négociations des conventions collectives du personnel et la dotation des postes de directeurs ou directrices de programme et des postes couverts par des contrats individuels.

Le Comité des résolutions de l'AGA examine et évalue les résolutions à débattre à l'Assemblée générale annuelle.

Le Comité directeur de l'AGA supervise l'inscription des nouveaux points à l'ordre du jour et fait les recommandations nécessaires au sujet de la conduite de l'Assemblée générale annuelle.

COMITÉS ET GROUPE CONSULTATIFS

Le Comité consultatif de la diversité et des droits de la personne donne des conseils sur les orientations à long terme, les stratégies et les principes directeurs en matière de diversité et de droits de la personne.

Le Comité consultatif du français langue première donne des conseils afin de répondre aux besoins et aux préoccupations des organisations membres dans le domaine des services en français et du développement de l'éducation en français langue première.

Le Comité consultatif de l'éducation autochtone donne des conseils sur les orientations et les stratégies à long terme en matière d'éducation autochtone au Canada.

Le Comité consultatif de la condition féminine donne des conseils sur les orientations à long terme, les stratégies, les principes directeurs et les règlements concernant la condition féminine en éducation.

Le Comité consultatif de la profession enseignante donne des conseils sur d'importantes questions et préoccupations associées à la réputation du corps enseignant des écoles publiques et sur le travail que peut faire la CTF/FCE pour rehausser l'image de la profession. Il se prononce aussi sur des questions plus particulières relatives aux pratiques et aux politiques qui concernent la profession, de même que sur divers documents, débats et évènements d'intérêt.

Le Groupe consultatif sur l'élimination du racisme, de l'oppression et de la discrimination systémiques fournit des conseils sur les politiques et les pratiques d'inclusion, et aide à cerner les obstacles et les éléments dissuasifs des systèmes ainsi qu'à trouver des ressources pour soutenir

la CTF/FCE et ses organisations membres et associées. Le Groupe consultatif comprend trois sous-groupes : Ressources humaines (p. ex. politiques et pratiques d'embauche), Pratiques de gouvernance et ressources connexes (p. ex. les postes réservés, les *Robert's Rules of Order*, etc.) et Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine 2015-2024.

RAPPORT DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE

« Les êtres humains ont besoin d'une communauté; leur santé émotionnelle en dépend. Nous avons besoin de nous sentir en lien avec les autres, d'appartenir à un groupe. Nous ne sommes pas faits pour nous épanouir dans l'isolement. »

– Ann Napolitano

Les doigts croisés, nous arrivons à la fin de notre première année complète d'activités en personne depuis que la pandémie a mis notre monde sens dessus dessous il y a maintenant plus de trois ans. La simple joie de nous réunir avec les collègues et les représentantes et représentants des 18 organisations membres et associées qui composent la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (CTF/FCE) est un rappel de l'importance des liens. Animée par la solidarité, la CTF/FCE continue de défendre une éducation publique inclusive de qualité, financée par l'État, les droits des travailleurs et travailleuses, et la justice sociale, au Canada et à l'étranger, par des moyens traditionnels et d'autres, plus novateurs.

Notre vision stratégique pour la période 2021-2024 appelle la CTF/FCE à promouvoir et à défendre avec force l'éducation publique financée par l'État, les droits des travailleurs et travailleuses, et la justice sociale. Notre travail s'articule autour de quatre objectifs, approuvés par le Conseil d'administration, qui ensemble concourent à la concrétisation de la vision stratégique de la Fédération et à la qualité et la pertinence de ce que nous faisons pour nos organisations membres et associées et — par ricochet — les enseignantes et enseignants, et autres travailleurs et travailleuses de l'éducation qu'elles représentent.

Au nom de l'équipe de la CTF/FCE, je suis fière de vous présenter ce survol de nos réalisations et de nos activités de la dernière année, menées dans le droit fil des objectifs stratégiques annuels approuvés par le Conseil d'administration de la CTF/FCE. Dans les pages qui suivent, nous souhaitons vous donner une idée de l'évolution des divers dossiers auxquels nous avons travaillé cette année et vous lançons en même temps une invitation ouverte à continuer de contribuer à la mission de notre organisation nationale.

SOUTENIR ET MOBILISER

L'équipe du personnel de la Fédération a travaillé sans relâche pour soutenir toujours mieux nos organisations membres et associées et, par leur intermédiaire, les membres du corps enseignant et les autres travailleurs et travailleuses de l'éducation (au nombre de 365 000 et plus) que la CTF/FCE représente, et pour arriver à les mobiliser encore davantage.

Depuis l'automne 2022, la CTF/FCE a noté une augmentation régulière de la participation des membres à ses évènements, réunions, réseaux et projets, et reçoit avec satisfaction de plus en plus d'invitations des organisations membres et associées pour animer des ateliers ou prononcer des conférences lors de réunions ou autres évènements, ou donner des formations.

Jesse Wente, Conférence nationale pour le personnel, Ottawa (Ontario)

Cette année, après des années de perturbation pandémique, la Fédération s'est rattrapée en organisant un programme complet d'évènements pour encourager l'apprentissage professionnel et renforcer la solidarité pancanadienne. À l'automne, des membres du personnel des organisations membres et associées de la CTF/FCE se sont réunis en personne lors de la Conférence nationale pour le personnel à Ottawa afin de reprendre contact, de participer à des séances et ateliers dynamiques, et d'enrichir leurs connaissances en écoutant des conférencières et conférenciers éclairés. Au début de l'hiver, le Réseau des agentes et agents de liaison francophones s'est réuni en Colombie-Britannique, à l'invitation chaleureuse du Syndicat des enseignantes et enseignants du programme francophone de la C.-B., qui fait partie de la Fédération des enseignantes et enseignants de la Colombie-Britannique (FECB). À cette rencontre, les membres du Réseau se sont penchés sur les nombreuses difficultés auxquelles se heurtent en particulier les enseignantes et enseignants de français langue première en milieu minoritaire, comme la très grave pénurie de personnel enseignant francophone et le manque de ressources pédagogiques en français, et sur les stratégies pour en venir à bout. Au programme de la réunion de cette année a figuré un atelier de l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens (AEFO) sur l'intégration du personnel enseignant nouvellement recruté.

Au printemps, les participantes au Symposium des femmes sont venues, pleines d'enthousiasme, ouvrir avec nous les fenêtres sur leurs mondes, notamment sur les thèmes du leadership, de la carrière, de l'équité en milieu de travail et de l'inclusion. Ensemble, elles ont ri, elles ont pleuré; elles ont renforcé leur solidarité et leur pouvoir, dans toute leur diversité. Cette année, pour la première fois, nous avons franchi une nouvelle étape dans nos efforts d'ouverture à la diversité, d'équité et d'inclusion en proposant des services d'interprétation en langue des signes (American Sign Language) à un évènement qui se déroule depuis longtemps déjà dans les deux langues officielles. Les participantes comme les conférencières et animatrices du Symposium contribuent à la richesse de l'expérience. Nous avons été très heureuses d'y accueillir de nombreuses collègues de 16 des organisations membres et associées de la CTF/FCE et tenons à remercier en particulier les organisations qui ont permis à de larges groupes de participantes d'assister au Symposium.

Après deux ans d'annulations, notre Conférence sur la négociation collective dans le milieu enseignant a finalement accueilli nos collègues du domaine. Parrainée par l'Association provinciale des enseignantes et enseignants du Québec, la Conférence s'est déroulée à Montréal. Nous y avons exploré tout ce que les organisations membres et associées peuvent faire pour mieux soutenir le corps enseignant, aux prises avec de

Conférence sur la négociation collective dans le milieu enseignant, Montréal (Québec)

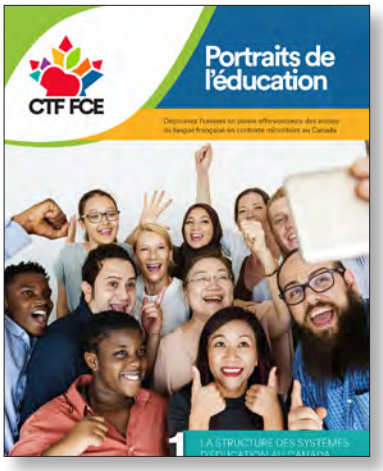
Symposium des femmes, Ottawa (Ontario)

lourdes charges de travail, des classes de plus en plus complexes et la pression qu'entraîne la grave pénurie de main-d'œuvre. Nous nous sommes aussi penchés sur les réponses des syndicats au climat économique difficile, marqué par une forte inflation, et à l'attitude de plus en plus combative des gouvernements lors des négociations collectives. Merci à tous ceux et celles qui ont présenté des conférences ou animé des ateliers ou qui ont tout simplement assisté à l'évènement, et en particulier aux personnes qui étaient là au nom de nos organisations ou du Réseau de négociation du personnel enseignant.

Ensuite, après cinq ans d'interruption, la CTF/FCE a remis le Forum canadien sur l'éducation publique à son programme, juste en amont de son Assemblée générale annuelle, sur un thème qui souligne une réalité trop souvent oubliée par les gouvernements, à savoir que « la solution passe d'abord par la salle de classe ». Le Forum attire un large éventail de participantes et participants, venus de nos organisations membres et associées, de nos organisations partenaires et d'autres intervenants de l'éducation.

Par ailleurs, en dehors des évènements en personne énumérés ci-dessus et tout au long de l'année, la CTF/FCE a assuré un soutien aux représentantes et représentants de ses organisations membres et associées dans leur travail au sein des réseaux de la Fédération, qu'ils s'occupent de négociation collective, d'enseignement en français en milieu minoritaire ou de recherche. Chacun de ces réseaux est coordonné par la CTF/FCE et donne à ses membres respectifs l'occasion d'échanger de l'information, de parler de leurs préoccupations, bref de profiter d'une communauté de spécialistes toujours prête à aider et à faire circuler l'information.

En outre, les comités consultatifs de la diversité et des droits de la personne, du français langue première, de l'éducation autochtone, de la condition féminine et de la profession enseignante ont joué, encore cette année, un rôle central dans notre travail. En organisant régulièrement les réunions et en assurant la communication entretemps, la CTF/FCE a permis aux membres des comités d'échanger des points de vue, des ressources et des stratégies tout en contribuant à renforcer le travail de la Fédération, en veillant à ce qu'il reste bien ancré dans la réalité que vivent sur le terrain nos collègues des organisations membres et associées, les enseignantes et enseignants en exercice et les membres des groupes d'équité. Voici deux exemples parmi d'autres :



- Les membres du Comité consultatif de l'éducation autochtone ont bien guidé l'équipe de la recherche de la CTF/FCE et lui ont fourni de précieux commentaires dans le cadre du projet d'analyse pancanadienne des programmes d'études sociales, de la maternelle à la 12e année. Ce projet, mené en réponse à une résolution de l'AGA de 2021, avait, pour toile de fond, les appels de la Commission de vérité et réconciliation en faveur d'une représentation juste des peuples autochtones, de leurs histoires et des pensionnats indiens du Canada;

- Guidée par les commentaires du Comité consultatif du français langue première, l'équipe du Programme pour la francophonie a enrichi la collection Portraits de l'éducation qui met en valeur des enseignantes et enseignants récemment immigrés au Canada. Avec l'aide des membres du Comité, l'équipe a commencé à concevoir une série d'ateliers d'apprentissage professionnel en rapport avec la série. Ce travail se poursuit.

Outre les évènements de grande envergure, les réunions des comités, les initiatives et les réseaux, la CTF/FCE a aussi lancé cette année de nouveaux outils de communication pour mieux soutenir ses membres. Ainsi, le bulletin de nouvelles hebdomadaire a fait peau neuve. Intitulé *La Une*, il couvre plus largement les dossiers nationaux. Par ailleurs, avec son nouveau bulletin mensuel *Au courant*, la CTF/FCE tient ses organisations membres et associées au courant de ses projets et leur présente des articles de fond en rapport avec l'éducation publique, au Canada et à l'étranger. Finalement, publiée toutes les semaines, sa *Mise à jour parlementaire* propose une récapitulation fidèle des travaux législatifs et politiques qui nous intéressent à l'échelon fédéral et suit l'évolution des projets de loi et des engagements des députées ou députés en rapport avec nos dossiers.

Tout au long de l'année, la CTF/FCE a tenu ses organisations membres et associées au courant des campagnes de communication et d'action politique qu'elle a menées et a partagé avec elles des messages pour célébrer certaines journées nationales et internationales, accompagnés de contenu partageable pour les médias sociaux, afin d'entretenir les liens. Un sondage sur les communications a permis à la CTF/FCE de se faire une idée encore plus juste des besoins de ses organisations membres et associées et a amené l'équipe des Affaires publiques à animer un atelier à la Conférence nationale pour le personnel sur les moyens de renforcer les liens entre les services de communications de nos diverses organisations.

Entre les réunions du Conseil d'administration, la CTF/FCE a organisé cette année trois discussions pancanadiennes sur des sujets de grande importance pour les membres du Conseil : la négociation dans les provinces et les territoires, les moyens de mobiliser sa communauté et la pénurie de personnel enseignant. Ces réunions officieuses, planifiées par les membres du personnel de la CTF/FCE et présidées par le président Sam Hammond, donnent l'occasion aux dirigeantes et dirigeants de nos organisations provinciales et territoriales d'échanger sur des questions d'intérêt commun et de s'appuyer mutuellement dans un cadre moins structuré que les réunions du Conseil d'administration (lesquelles ont lieu en novembre, février, avril et juillet). Ces réunions sont un autre moyen de renforcer notre solidarité à l'échelle pancanadienne. Nous tenons à remercier toutes les personnes qui ont participé ainsi que les représentantes et représentants de la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario et de la Manitoba Teachers' Society (MTS) qui, en janvier, nous ont présenté des études de cas sur la mobilisation communautaire, et à nos collègues de l'AEFO et de l'Association des enseignants et enseignantes du Nunavut qui, en mai, ont expliqué la très grave pénurie de personnel enseignant avec laquelle il leur faut composer.

Cette année, le personnel de la CTF/FCE a aussi conçu et animé divers webinaires pour informer, instruire et mobiliser les membres sur diverses

Sam Hammond président de la CTF/FCE à l'annonce de l'ASPC, Ottawa (Ontario)

questions fondamentales. Je me permets d'en citer un, de la série Podium, qui a traité du modèle d'enseignement et d'apprentissage hybride en Ontario et de son incidence. Il met en vedette Carol Campbell, amie de la CTF/FCE et professeure à l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario (IEPO) de l'Université de Toronto, qui nous révèle les résultats du rapport de l'IEPO (2022), intitulé *Secondary School Teachers' Experiences of Implementing Hybrid Learning and Quadmester Schedules in Peel, Ontario*.

Pour réaliser une bonne part du travail mentionné ci-dessus afin de soutenir et de mobiliser nos organisations membres et associées, et les plus de 365 000 enseignantes et enseignants, et autres travailleurs et travailleuses de l'éducation qu'elles représentent, nous avons cherché et créé des occasions de tisser des liens et de collaborer, ce qui nous amène à la prochaine section.

CRÉER DES LIENS ET COLLABORER

Pour renforcer les liens et la collaboration avec les organisations membres, associées et partenaires de la CTF/FCE, l'équipe des dirigeantes et dirigeants élus et nommés de la Fédération, avec l'appui du personnel, a amélioré ses façons de faire dans ce domaine ou en a adopté de nouvelles, à l'intérieur de la Fédération et au-delà.

Pendant l'année 2022-2023, la CTF/FCE a poursuivi de nombreuses relations de partenariat vitales, notamment avec des organisations affiliées à l'Internationale de l'Éducation (IE), des universités canadiennes et un large éventail d'organisations non gouvernementales canadiennes travaillant dans le domaine de l'éducation, de la coopération internationale, de l'action politique et plus encore. Grâce à ces collaborations à l'échelon national ou international, les dirigeantes et dirigeants élus et les membres du personnel de la Fédération ont grandement élargi le champ d'action et d'influence de celle-ci dans la promotion et la défense de l'éducation publique financée par l'État, des droits des travailleurs et travailleuses, et de la justice sociale.

Tout au long de l'année, les chercheurs et chercheuses de la CTF/FCE ont établi des liens et collaboré avec les collègues de nos organisations et de l'Internationale de l'Éducation en organisant des séminaires, en animant des ateliers et en publiant des rapports d'études. Ces membres de l'équipe de la recherche ont aussi appuyé la profession de l'enseignement dans le cadre de partenariats avec des universités auprès de qui ils et elles ont joué un rôle consultatif. Le travail de la CTF/FCE sur les effets de la pandémie sur la santé mentale et le bien-être des travailleurs et travailleuses de l'éducation se poursuit sous la forme d'un projet qui traduit les résultats de la recherche en action concrète. Grâce à une importante subvention de l'Agence de la santé publique du Canada et en collaboration avec le Centre de toxicomanie et de santé mentale, l'Université d'Ottawa, l'Alberta Teachers' Association, la MTS et la Newfoundland and Labrador Teachers' Association, la CTF/FCE a en effet conçu et lancé dans trois écoles un projet pilote qui fait la promotion de la santé mentale et veut aider à prévenir la maladie mentale en proposant des services et des programmes de soutien aux travailleurs et travailleuses de première ligne dans les écoles sélectionnées. Ce projet doit se poursuivre jusqu'en avril 2024.

Parallèlement, après la pandémie de COVID-19, le travail de coopération internationale au développement de la CTF/FCE a repris de

Projet Simameni, Uganda National Teachers' Union, Ouganda

plus belle. Nous avons continué de concentrer nos activités autour des trois axes suivants, en partenariat avec des organisations nationales de l'enseignement (ONE) qui, comme la CTF/FCE, sont affiliées à l'Internationale de l'Éducation :

1. *L'Action enseignante pour l'enseignement*, qui cible le perfectionnement professionnel des éducateurs et éducatrices par la voie de programmes d'envergure comme le Projet outre-mer (PO) et beaucoup d'autres fondés sur la collaboration;
2. *L'Action enseignante pour l'égalité des genres*, qui favorise l'autonomisation des filles et des femmes;
3. *L'Action enseignante à l'appui des organisations de l'enseignement*, qui contribue au renforcement des capacités organisationnelles des syndicats de l'enseignement et au développement du leadership.

Si les difficultés que nous connaissons au Canada sont bien réelles, celles que vivent les ONE dans les pays au revenu faible ou moyen peuvent être dévastatrices. Pensons à ces dirigeantes ou dirigeants syndicaux emprisonnés en raison de leur action politique, à ces enseignantes et enseignants qui ne sont pas payés régulièrement et si peu, à l'absence de toilettes adéquates dans les écoles et à l'effectif des classes qui parfois dépasse 100 élèves (mais sans qu'il y ait pour autant plus de bureaux et de ressources). Le travail de l'équipe du Programme de coopération internationale et de justice sociale de la CTF/FCE vise à améliorer la qualité globale de l'éducation en partenariat avec les ONE. Bien que la CTF/FCE accorde un soutien financier à diverses organisations partenaires, nous encourageons aussi ces organisations à poursuivre leurs efforts pour obtenir un financement adéquat de l'éducation publique dans leur pays. Certains de nos programmes, comme le programme John Thompson, se consacrent à l'enseignement de stratégies d'action politique. Les réseaux de femmes servent à souligner l'importance d'inclure les femmes et de leur donner les moyens d'accéder à des postes de direction. Finalement, les projets comme l'Action enseignante pour les filles et Simameni (qui bénéficie d'une subvention d'Affaires mondiales Canada) se consacrent à la promotion d'un accès universel à l'éducation. En procédant à des changements de structure pour faire que cet important travail de la CTF/FCE en dehors des frontières canadiennes soit pleinement intégré aux activités de la Fédération, celle-ci renforcera les liens et la collaboration avec ses organisations membres et associées, de même qu'avec leurs adhérentes et adhérents.

C'est avec beaucoup de satisfaction que nous avons pu redémarrer le PO cette année après une interruption non pas d'un an, mais de trois ans, attribuable à la pandémie. Le PO, qui sert les trois premiers objectifs du plan stratégique, bénéficie des généreuses contributions de nos organisations membres, des enseignantes et enseignants volontaires du Canada et de nos organisations partenaires. Lancé en 1962, ce programme d'apprentissage professionnel et de coopération au développement dépend de l'engagement d'enseignantes et enseignants canadiens qui, en leur qualité de volontaires, reçoivent un soutien

Balado Source, avec Michael Geist, sur l'utilisation équitable.

pour établir des liens et collaborer avec des ONE d'Afrique et des Caraïbes. Ce faisant, ces personnes contribuent à renforcer la voix et la visibilité de la profession enseignante. Cette année, 60 enseignantes et enseignants canadiens, de toutes les organisations membres de la CTF/FCE, travailleront main dans la main avec des collègues de deux pays francophones et quatre pays anglophones d'Afrique et de six pays des Caraïbes pour coanimer des programmes d'apprentissage professionnel à l'intention de membres du corps enseignant peu formés ou sans formation, en tenant compte des besoins cernés par leur syndicat. Depuis la pandémie, nous croyons plus que jamais en la valeur de la coopération intersyndicale en éducation.

Sur la scène nationale, toujours au service de ses organisations membres et associées, la CTF/FCE a collaboré à une myriade d'activités avec des organisations partenaires, dont les suivantes :

- l'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF), dans le cadre de sa conférence où nous avons animé un atelier sur le recrutement et le maintien en poste des enseignantes et enseignants d'immigration récente;
- le Sommet sur l'éducation francophone;
- l'organisation Harmony Movement, dans le cadre de sa conférence des éducateurs et éducatrices contre le racisme;
- le Conseil consultatif national sur l'éducation (voir la section Voix et visibilité pour plus de détails);
- les organisations qui ont pris part aux « déjeuners stratégiques », une nouvelle initiative de cette année qui propose, plusieurs fois par année, des réunions tôt le matin pour permettre aux représentantes et représentants de plus d'une douzaine d'organisations de la société civile et de syndicats nationaux de discuter de préoccupations communes;
- le Conseil de recherches en sciences humaines dans le cadre du projet de recherche Public Education Exchange qui vise à mettre un frein à la privatisation de l'éducation publique financée par l'État;
- l'Observatoire sur l'éducation francophone;
- l'organisation Plan International Canada, dans le cadre du projet « La force intérieure »;
- l'organisation Ruban Blanc, pour l'initiative PREVENT qui encourage les hommes et les garçons à participer à la prévention de la violence fondée sur le genre par la promotion de l'équité et la transformation des normes sociales.

Pour finir, après une longue pause imposée par la pandémie, la CTF/FCE a eu le plaisir de participer de nouveau aux rencontres régionales des organisations membres, dont les réunions du Conseil atlantique et territorial des organisations de la profession enseignante, aux côtés du président Sam Hammond, et la Conférence du personnel des membres de l'Ouest, à Vancouver, à l'invitation de la FECB. Nous avons beaucoup apprécié cette chance que nous avons eue de reprendre contact,

de collaborer et d'apprendre en compagnie de nos collègues de l'Est et de l'Ouest canadiens.

La CTF/FCE est une partenaire de plus en plus recherchée, sur la scène nationale et internationale. Vous trouverez dans la section Partenariats de ce rapport annuel la liste des partenaires avec qui la CTF/FCE collabore actuellement.

REHAUSSER LA VOIX ET LA VISIBILITÉ

Pour rehausser la voix et la visibilité de la CTF/FCE tandis qu'elle poursuit son action en faveur d'une éducation publique inclusive de qualité, accessible et financée par l'État, d'une plus grande justice sociale et du respect des droits du corps enseignant et des autres travailleurs et travailleuses de l'éducation, les membres élus de sa direction et son personnel ont saisi toutes les occasions de demander aux gouvernements d'investir davantage dans l'éducation publique afin de créer de meilleures conditions d'enseignement et d'apprentissage, de mieux soutenir le personnel enseignant et les autres éducateurs et éducatrices, et de renforcer la justice sociale dans nos écoles et communautés.

Au lieu d'essayer de rebâtir en mieux après la pandémie, trop de gouvernements au Canada et ailleurs dans le monde semblent déterminés à dévaloriser le personnel enseignant et les autres travailleurs et travailleuses de l'éducation, et à fragiliser l'éducation publique financée par l'État en portant atteinte à sa qualité et à son universalité. La CTF/FCE a réagi en donnant plus de voix à la profession enseignante et en élargissant la portée de son action à un auditoire plus vaste que jamais, qu'il s'agisse du public ou des organisations qui la composent.

Sur notre balado *Source*, nous avons exploré des questions d'actualité pour renforcer la voix et la visibilité de la Fédération auprès de ses organisations membres et associées. Notamment, nous avons suivi les activités sur la Colline du

Rapport du Groupe consultatif sur l'élimination du racisme, de l'oppression et de la discrimination systémiques, avril 2023

Parlement, l'évolution de l'article 43, le dossier du droit d'auteur et de l'utilisation équitable en éducation, et la question de l'enseignement et de l'apprentissage hybrides. Avec le président Sam Hammond comme porte-parole, l'équipe des Affaires publiques a travaillé sans répit tout au long de l'année pour amplifier la portée des messages fondamentaux de la CTF/FCE. Par ailleurs, la Fédération est intervenue directement auprès du gouvernement fédéral pour défendre des dossiers d'intérêt national qui relèvent de la compétence fédérale, comme la protection du personnel enseignant et des élèves en milieu scolaire, le soutien de la santé mentale et du bien-être du personnel éducatif; et la vérité et la réconciliation, tout particulièrement en ce qui a trait aux sépultures anonymes découvertes sur les terrains des pensionnats indiens. À l'échelon provincial et territorial, la CTF/FCE s'est assurée que le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) [CMEC] a bien entendu ce qu'elle avait à dire sur diverses questions comme la nécessité d'analyser les programmes d'études sous l'angle de l'équité, de rendre obligatoires des cours sur les Premières

Nations dans tout le Canada et d'inclure des cours sur les changements climatiques. Parallèlement, elle a appuyé ses organisations membres et associées dans leurs efforts pour faire pression sur les gouvernements provinciaux et territoriaux, dans les mêmes dossiers que ci-dessus et d'autres en rapport avec son Plan stratégique. Enfin, nous tenons à remercier les nombreux membres du Conseil d'administration qui ont travaillé avec l'équipe des Affaires publiques de la CTF/FCE et participé aux Journées dans les circonscriptions avec les députées et députés fédéraux que la Fédération a organisées.

Le travail que la CTF/FCE accomplit en collaboration avec l'IE, notamment dans le cadre des célébrations de la Journée mondiale des enseignantes et des enseignants, de sa représentation au Bureau exécutif de l'IE et de sa participation au Sommet international sur la profession enseignante, continue de mettre en valeur les syndicats de l'enseignement et leurs membres au Canada et dans le monde entier. Avec l'IE, nos organisations partenaires et nos organisations membres et associées, nous continuons de travailler à la reprise et à la reconstruction des communautés, des syndicats de l'enseignement et des systèmes d'éducation aux quatre coins du monde. Malgré les énormes défis que nous avons tous et toutes dû relever ces derniers temps, notre engagement collectif à l'égard de la solidarité internationale demeure inébranlable.

Nos collègues du Programme pour la francophonie, quant à elles, ont veillé à ce que la CTF/FCE participe aux délibérations des groupes suivants en y apportant la voix du personnel enseignant :

- la Table nationale du français langue première (gérée par la Fédération nationale des conseils scolaires francophones (FNCSF));
- la Table nationale du français langue seconde (gérée par l'Association canadienne des professionnels de l'immersion);
- le Comité tripartite (géré par la FNCSF);
- le Forum des leaders (géré par la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada);
- le Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation (à titre de trésorière du Comité);
- le Comité d'orientation de la formation (géré par l'ACELF);
- le Groupe de travail sur la sécurité linguistique (géré par la Fédération de la jeunesse canadienne-française).

Mentionnons qu'à l'automne de 2022, l'équipe du Programme pour la francophonie a joué un rôle déterminant dans la création du premier groupe de femmes à l'occasion de la rencontre annuelle du Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation. Ce groupe se réunit maintenant régulièrement en mode virtuel pour discuter de la scolarisation des filles dans les pays de la francophonie.

Lorsque la pandémie a soudainement mis le monde à l'arrêt il y a plus de trois ans, elle a aussi mis en évidence les immenses fissures présentes non seulement dans les systèmes d'éducation publique, mais également dans la société en général. Les efforts de la CTF/FCE dans le cadre de l'initiative Protégeons nos enfants, menée en collaboration avec l'administration fédérale et des organisations partenaires nationales pour s'attaquer à des questions comme l'insécurité alimentaire, la violence fondée sur le genre et la connectivité, ont mis en évidence le fait que l'éducation publique ne relève pas uniquement des provinces et des territoires. Aujourd'hui, après presque deux ans de collaboration, le Conseil consultatif national sur l'éducation publique financée par l'État (CCNE) est une réalité. Grâce à notre travail avec d'autres intervenantes et intervenants nationaux du secteur de l'éducation, dont des doyennes et doyens

d'éducation, des représentantes et représentants de conseils scolaires (ou leurs équivalents) francophones et anglophones, des directeurs et directrices d'école ainsi que des gestionnaires du milieu, nous disposons maintenant d'un groupe prêt à se pencher sur des dossiers de responsabilité fédérale qui ont une incidence sur l'éducation publique et qui n'avaient peut-être pas jusque-là reçu l'attention nécessaire. Vous trouverez de l'information sur les partenaires du CCNE à la section du rapport sur les partenariats.

Évidemment, aucun de ces évènements, initiatives et outils n'auraient été faisables sans un solide appui opérationnel et un engagement en faveur de l'amélioration continue, ce qui nous amène à notre quatrième et dernier objectif.

GAGNER EN FORCE ET RÉUSSIR

Continuer d'apporter des améliorations sur le plan du fonctionnement et à l'interne, de manière à renforcer la Fédération tout en soulignant et en célébrant ses succès.

Grâce aux décisions judicieuses du Conseil d'administration et des déléguées et délégués à l'Assemblée générale annuelle ces dernières années, la CTF/FCE a été en mesure d'adapter un certain nombre de structures et de postes du personnel pour mieux répondre aux besoins de ses organisations membres et associées. Comme nous l'avons indiqué ailleurs dans ce rapport, depuis avril 2023, le plus gros du travail de coopération internationale au développement de la CTF/FCE est maintenant régi par le Bureau de direction, le Conseil d'administration et l'AGA (plutôt que par un organe composé des fiduciaires du Fonds en fiducie, qui fonctionnait parallèlement à la CTF/FCE).

De plus, les améliorations touchant le fonctionnement se poursuivent. Beaucoup de travail est en cours pour améliorer l'Espace membres du site Web, et le Comité du personnel a eu une année très productive, marquée par la négociation des conventions collectives et quelques embauches. Nous avons également aligné avec succès le processus d'élaboration du budget sur le plan stratégique, assurant ainsi à l'organisation un plan d'action encore plus clair et cohérent pour les années à venir.

Le travail pour éliminer le racisme, l'oppression et la discrimination systémiques demeure un dossier hautement prioritaire pour la CTF/FCE. Comme nous en avons parlé à un autre endroit du rapport, le Groupe consultatif sur l'élimination du racisme, de l'oppression et de la discrimination systémiques de la CTF/FCE a consacré 18 mois à l'amélioration de la diversité, de l'équité et de l'inclusion à la CTF/FCE et a, ce faisant, dressé un plan d'action pour aider la CTF/FCE à mener ses activités dans le respect de ses valeurs. Un rapport préliminaire a été présenté au Conseil d'administration en avril 2023, et une série de recommandations a été soumise à l'Assemblée générale annuelle. Le personnel, le Groupe consultatif, le Bureau de direction et le Conseil d'administration sont fermement déterminés à éliminer le racisme, l'oppression et la discrimination, sous toutes leurs formes, dans l'ensemble de la CTF/FCE. Rendez-vous à la page 30 pour en savoir plus sur ce qui est fait pour éliminer le racisme, l'oppression et la discrimination systémiques.

Forte d'un long parcours au cours duquel elle n'a pas cessé de militer en faveur d'une éducation publique inclusive de qualité, financée par l'État, de soutenir ses organisations membres et associées, et de prendre des mesures pour améliorer la situation des éducateurs et éducatrices, la CTF/FCE est bien placée pour continuer d'améliorer les choses pendant de nombreuses années encore.

Cassandra Hallett,
Directrice générale

ÉLIMINER LE RACISME, L'OPPRESSION ET LA DISCRIMINATION SYSTÉMIQUES

« Ce travail n'a pas pour objectif le dégoût de soi, mais la vérité — la voir, l'admettre et comprendre ce que l'on peut en faire. C'est le travail de toute une vie. »
– Layla F. Saad

L'éducation publique financée par l'État est le socle sur lequel le Canada s'appuie pour bâtir une société hautement diversifiée, équitable et accessible. Nos écoles sont les microcosmes de communautés en constante évolution dans lesquelles les enfants et les jeunes grandissent jusqu'au jour où, forts de leurs expériences et de leurs études, elles et ils y contribuent à leur tour.

Or, s'il est essentiel pour l'épanouissement de ces enfants et de ces jeunes de cultiver leur esprit d'ouverture et d'approfondir leur compréhension du monde qui les entoure, cela sert aussi à renforcer la démocratie. En tant qu'organisation nationale, la CTF/FCE, y compris ses organisations membres et associées, ses dirigeantes et dirigeants élus, et les membres de son personnel, se doit de refléter et de célébrer la diversité qui s'observe dans les écoles publiques, dans la profession enseignante et dans les communautés d'un bout à l'autre du Canada.

C'est pourquoi le travail et le processus que la CTF/FCE a entamés pour éliminer le racisme, l'oppression et la discrimination systémiques

marquent une étape importante dans ses efforts pour que ses principes directeurs, ses politiques et ses pratiques s'alignent véritablement sur ses valeurs en matière d'équité et d'inclusion. L'élimination du racisme, de l'oppression et de la discrimination systémiques au Canada doit passer par l'éducation et cela vaut pour toutes ses sphères. Ce travail constitue donc un grand pas dans nos efforts pour faire de l'équité et de l'inclusion une réalité.

Malgré les difficultés inhérentes aux changements organisationnels, nous devons nous attaquer de front à cette tâche qui ne manquera pas de susciter des inconforts, mais qui, au bout du compte, profitera à tout le monde, dans l'ensemble de la Fédération.

Bien entendu, tout le travail accompli, y compris les innombrables heures de réunion qu'il a nécessitées, n'aurait pas été possible sans le dévouement des membres du Groupe consultatif sur l'élimination du racisme, de l'oppression et de la discrimination systémiques, et de ses sous-groupes.

Merci à toutes les personnes qui ont donné de leur temps pour collaborer à cet important projet qui met véritablement la Fédération sur la voie de l'équité et de l'inclusion. Enfin, merci au personnel de ne ménager aucun effort pour faire de la CTF/FCE un endroit accueillant et inclusif.

Le parcours de la CTF/FCE vers l'élimination du racisme, de l'oppression et de la discrimination systémiques

À l'Assemblée générale annuelle (AGA) de juillet 2020, les déléguées et délégués ont adopté deux résolutions visant à améliorer la diversité,

l'équité et l'inclusion dans l'ensemble de la CTF/FCE :

QUE la CTF/FCE réaffirme son engagement de lutter contre la discrimination, l'oppression et le racisme en élaborant un plan d'action politique et de recherche, à faire approuver par son Conseil d'administration, qui examine ses propres principes directeurs et pratiques internes, et soutienne les organisations membres dans leurs efforts pour éliminer le racisme, l'oppression et la discrimination systémiques dans les systèmes d'éducation et la société en général;

QUE la CTF/FCE élabore une stratégie et prenne des mesures concrètes pour reconnaître la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine 2015-2024, proclamée par les Nations Unies, comme le veut son engagement en faveur de la justice sociale.

À l'automne-hiver 2021-2022, le Conseil d'administration de la CTF/FCE a nommé des représentantes et représentants au Groupe consultatif sur l'élimination du racisme, de l'oppression et de la discrimination systémiques, lequel s'est réuni pour une première fois en décembre 2021.

Les membres du Groupe consultatif, qui y ont siégé à titre volontaire et ont été recrutés auprès des organisations membres d'un bout à l'autre du Canada, ont été affectés en fonction de leurs forces et de leurs intérêts à l'un de trois sous-groupes :

1. **Gouvernance** (augmenter la diversité et améliorer les connaissances dans toute l'organisation);
2. **Ressources humaines** (améliorer les pratiques d'embauche);
3. **Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine** (reconnaître l'histoire des personnes d'ascendance africaine et l'influence qu'elles ont eue et continuent d'avoir sur la société canadienne).

En avril 2023, le Conseil d'administration a reçu 15 recommandations des trois sous-groupes et a discuté longuement de leur mise en application. Il a finalement approuvé dix d'entre elles et en a déféré cinq à la directrice générale pour qu'elle les étudie plus à fond.

Les dix recommandations approuvées par le Conseil concernent un éventail d'actions possibles, par exemple : augmenter la diversité et l'inclusion aux évènements de la CTF/FCE; nouer de nouvelles relations avec diverses organisations et communautés, et renforcer les relations existantes; apporter des changements aux pratiques et aux documents relatifs aux ressources humaines; revoir les règles de procédure de la CTF/FCE; célébrer la Décennie des personnes d'ascendance africaine aux prochains évènements de la CTF/FCE.

L'avenir — Les efforts se poursuivent pour éliminer le racisme, l'oppression et la discrimination systémiques dans toute la CTF/FCE.

Gouvernance

Caroline Chikoore, OECTA
Karla Roy, NBTA
Kirstianna Merasty, FES
Lilian Klausen, MTS/ÉFM
Lindsay Brown, MTS

Ressources humaines

Candice Behrendt, MTS
Cheryl Ermine, FES
Jessica Burnie, OSSTF/FEESO
Patrick Tomczyk, ATA

Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine

Dawn Samuel-Prescod, FEEO
Gary Stewart, FEEO
Youssra Badr, ATA

PARTENARIATS

Afin de mieux faire connaître la CTF/FCE, d'améliorer notre travail au service des organisations membres et associées, et d'en élargir la portée, nous entretenons des partenariats avec les organisations suivantes :

- Affaires mondiales Canada
- All India Primary Teachers' Association (AIPTF)
- Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF)
- Association canadienne de la presse éducationnelle, aux côtés de collègues des équipes des Communications de nos organisations membres et associées et de la presse
- Association canadienne des commissions/conseils scolaires
- Association canadienne des doyens et doyennes d'éducation
- Association canadienne des gestionnaires de commissions scolaires
- Belize National Teachers' Union (BNTU)
- Canadian Association of Principals
- Canadian International Education Policy Working Group (groupe de travail sur la politique canadienne en matière d'éducation internationale)
  - Organisation canadienne pour l'éducation au service du développement
  - Plan International Canada
  - Résultats Canada
  - Right to Play
  - Vision mondiale
- Caribbean Union of Teachers (CUT)
- Centre canadien de politiques alternatives
- Centre de toxicomanie et de santé mentale (CAMH)
- Coalition de l'éducation
- Comité de rédaction de Kids News du réseau anglais de la Société Radio-Canada
- Comité d'orientation des stages de l'ACELF
- Comité olympique canadien
- Comité tripartite, géré par la Fédération nationale des conseils scolaires francophones
- Commission nationale des parents francophones
- Congrès du travail du Canada
- Conseil manitobain pour la coopération internationale
- Dominica Association of Teachers (DAT)
- Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF)
- Fédération des Syndicats de l'Éducation Nationale (FESEN)
- Fédération nationale des conseils scolaires francophones (FNCSF)
- First Nations Education Administrators Association
- Gambia Teachers' Union (GTU)
- Ghana National Association of Teachers (GNAT)
- Grenada Union of Teachers (GUT)
- Guyana Teachers' Union (GTU)
- HabiloMédias
- Harmony Movement
- Internationale de l'Éducation (IE)
  - Bureau régional de l'IE en Afrique
  - Bureau régional de l'IE pour l'Amérique latine

  - Bureau régional de l'IE pour l'Asie-Pacifique
  - Conseil d'administration de l'Institut de recherche
  - Groupe consultatif spécial sur la politique de la recherche
  - Institut de recherche et Réseau de recherche
  - Réseau de communication
  - Réseau de coopération au développement
  - Réseau du climat
- L'éducation au service de la Terre
- National Indigenous Education and Reconciliation Network
- National Teachers' Union of South Sudan (NTUSS)
- Prix du Premier ministre pour l'excellence dans l'enseignement
- Programme Activer le changement
- Projet des travailleuses et travailleurs professionnels en bonne santé, subventionné (subventions Savoir) par le CRSH et les IRSC, avec l'Université d'Ottawa, auprès de qui la CTF/FCE est une partenaire communautaire et une conseillère en éducation
- Projet eQuality, avec l'Université d'Ottawa, subventionné par le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH), dans lequel la CTF/FCE est une partenaire communautaire
- Projet « La santé mentale et la reprise postpandémique, avec l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC), le Centre de toxicomanie et de santé mentale (CAMH) et l'Université d'Ottawa
- Projet « Un nouveau contrat social pour l'éducation » subventionné (subventions Savoir) par le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH), dans lequel la CTF/FCE est une partenaire communautaire
- Public Education Exchange (PEX), Conseil de recherches en sciences humaines, subvention de développement de partenariat, avec la CTF/FCE comme organisation partenaire
- Regroupement national des directions générales de l'éducation (RNDGE)
- Réseau africain des femmes en éducation (RAFED)
- Réseau de syndicats de l'enseignement de la francophonie internationale, à titre de trésorière du Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation
- Ruban Blanc
- Saint Lucia Teachers' Union (SLTU)
- Sierra Leone Teachers' Union (SLTU)
- St. Vincent and the Grenadines Teachers' Union (SVGTU)
- Syndicat national de l'enseignement primaire public du Bénin (SNEP-Bénin)
- Syndicat national des enseignants africains du Burkina (SNEA-B) – Burkina Faso
- Syndicat national des enseignants des écoles maternelles du Bénin (SYNAEM-Bénin)
- Syndicat national des enseignants du secondaire et du supérieur (SNESS) – Burkina Faso
- Table nationale du français langue première
- Table nationale du français langue seconde
- Uganda National Teachers' Union (UNATU)
- Université d'Ottawa
- Wisdom2Action
- Zambia National Union of Teachers (ZNUT)

SOLIDARITÉ MONDIALE

RÉPONSES DE LA CTF/FCE AUX APPELS D'ACTION URGENTE

Fière et active organisation affiliée à l'Internationale de l'Éducation (IE), la CTF/FCE a transmis les appels d'action urgente de l'IE à ses organisations membres et associées, qui y ont répondu avec solidarité pour aider des syndicats de l'enseignement dans diverses régions du monde.

PALESTINE — DÉCEMBRE 2022

Le 23 novembre 2022, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies a indiqué que les autorités israéliennes avaient fait démolir l'école Isfey Al Fauqa financée par des donateurs et donatrices, située à Masafer Yatta, au sud d'Hébron, après l'annulation par la Haute Cour de justice israélienne d'une injonction temporaire interdisant la démolition. L'école accueillait 21 élèves de trois communautés différentes. Israël a aussi ordonné la démolition de l'école de Khirbet al-Fakhit et de celles situées dans les communautés avoisinantes de Khirbet Jenbah, Khirbet al-Majaz et Khallet a-Dabe', qui, accueillent au total 44 enseignantes et enseignants et 172 élèves.

La CTF/FCE condamne fermement la perturbation de l'éducation. Elle défend le droit des enfants à une éducation de qualité, en toute sécurité, qui constitue pour elle la clé d'un avenir fait de paix, de justice sociale, de dignité et de prospérité. C'est pourquoi le 12 décembre 2022, elle a envoyé une lettre au gouvernement israélien lui demandant instamment de stopper la démolition d'écoles, de protéger les enfants palestiniens contre la violence et de garantir le droit à l'éducation dans des établissements d'enseignement sûrs offrant aux élèves et à leurs enseignantes et enseignants un havre de paix. Les organisations membres et associées ainsi que le Conseil d'administration de la CTF/FCE ont été invités à faire de même. Des lettres similaires ont aussi été envoyées à l'ambassadeur du Canada aux Nations Unies, à l'ambassadeur d'Israël au Canada, à l'ambassadeur d'Israël aux Nations Unies et au premier ministre du Canada.

TURQUIE ET SYRIE — FÉVRIER 2023

Le 6 février 2023, des organisations de l'enseignement en Turquie et en Syrie ont contacté l'IE à la suite de la dévastation causée par un séisme d'une magnitude de 7,8, le plus grave que la région ait connu en plus de 100 ans. Les missions de sauvetage avaient commencé qu'on sentait encore la terre trembler. Des centaines de milliers de personnes ont été directement touchées et ont perdu leur domicile, dont beaucoup d'enseignantes et enseignants. Plus de 20 000 personnes ont perdu la vie.

L'organisation syrienne affiliée à l'IE a signalé que 28 écoles et les bureaux de cinq de leurs sections syndicales locales avaient été détruits. Les besoins humanitaires dans la région, qui accueille depuis 12 ans de nombreuses personnes déplacées par le conflit syrien, étaient déjà énormes avant le séisme. Les syndicats turcs ont mis en place des centres de crise dans les zones touchées et ont coordonné les efforts des unités syndicales locales. Dans les régions touchées, des bâtiments des syndicats se sont écroulés et des personnes se sont retrouvées sous les décombres. Après un hiver glacial, les syndicats de l'enseignement et les élèves, qui s'affairent maintenant à rebâtir leurs vies,

leurs communautés et leurs systèmes d'éducation publique, ont toujours besoin d'aide.

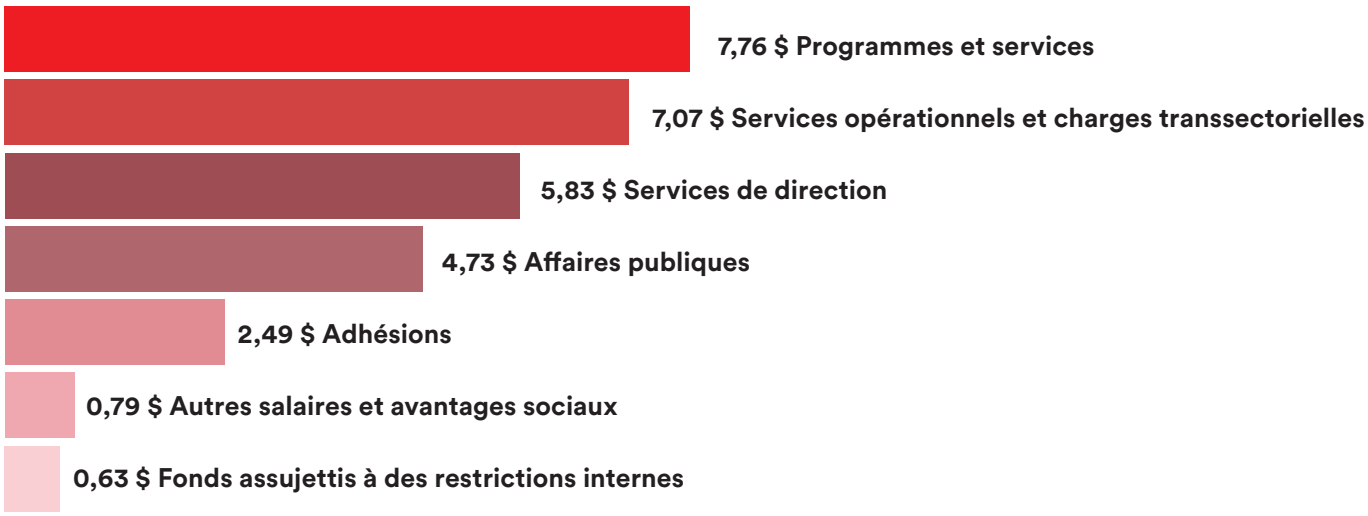
Un don a été fait au fonds de l'IE à l'intention des membres et des communautés touchés par le tremblement de terre en Syrie et en Turquie. Les organisations membres et associées de la CTF/FCE ont également été invitées à contribuer au Fonds de solidarité de l'Internationale de l'Éducation pour le tremblement de terre par l'intermédiaire de la CTF/FCE.

La CTF/FCE remercie ses organisations membres et associées qui ont répondu aux appels d'action urgente et contribué ce faisant à soutenir nos collègues à l'étranger.

RAPPORT FINANCIER

COTISATIONS

Chaque enseignant et enseignante paie 29,30 $ par année. À quoi sert ce montant? [Budget de 2022-2023]



BUDGET

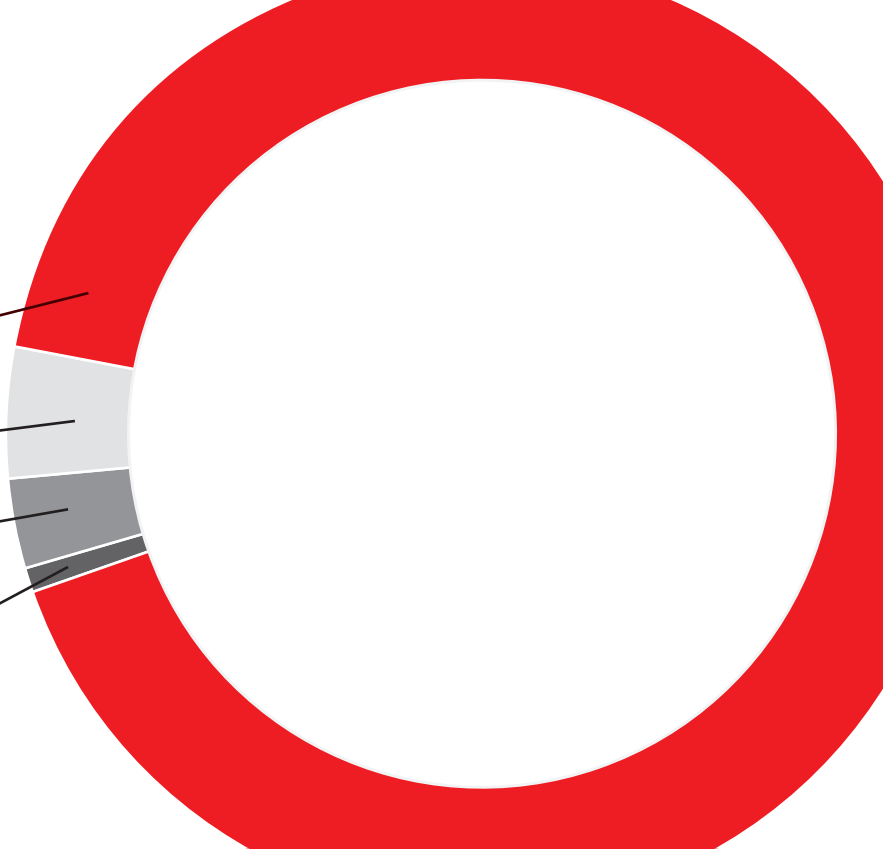
Du 1er septembre 2022 au 31 août 2023 (approuvé par l'AGA de 2022)

PRODUITS	BUDGET APPROUVÉ
Cotisations des organisations membres	7 376 000
Organisations associées	32 000
Revenu de placements	100 000
Projets financés à l'externe	168 000
Caisse de défense du personnel enseignant canadien	-
Droits d'inscription aux évènements de la CTF/FCE	192 000
Produits divers	100 000
Recouvrement des coûts — bureau	45 000
TOTAL — PRODUITS	**8 013 000**

CHARGES	
Services de direction	1 595 000
Affaires publiques	1 294 000
Programmes et services	2 123 000
Services opérationnels et charges transsectorielles	1 933 000
Adhésions	680 500
Caisse de défense du personnel enseignant canadien	-
Autres salaires et avantages sociaux	215 000
Fonds assujettis à des restrictions internes	172 500
TOTAL — CHARGES	**8 013 000**
Excédent de l'exercice	(0) $

SOURCES DE PRODUITS

[Budget de 2022-2023]



Cotisations annuelles 91,9 %

Contributions pour d'autres projets 4,4 %

Produits divers 3,0 %

Récupération des frais administratifs 0,7 %

Revenu de placements 0,0 %

Caisse de défense du personnel enseignant canadien 0,0 %

ÉTAT DES PRODUITS ET CHARGES [pour l'exercice terminé le 31 août 2022]

PRODUITS	2022	2021
Cotisations annuelles	7 236 171	7 008 956
Revenu de placements	141 165	262 413
Récupération des frais administratifs	52 800	52 800
Contributions pour d'autres projets	349 059	912 643
Caisse de défense du personnel enseignant canadien	-	-
Produits divers	237 120	296 529
TOTAL — PRODUITS	**7 733 985**	**8 533 341**

CHARGES		
Services de direction	1 740 172	1 399 145
Programmes et services	2 605 143	3 004 932
Services opérationnels et charges transsectorielles	1 959 368	1 923 314
Adhésions	672 996	645 249
Amortissement des immobilisations	136 895	115 100
Perte sur cession d'immobilisations corporelles	11 503	-
Autres salaires et avantages sociaux	26 212	152 069
TOTAL — CHARGES	**7 152 259**	**7 239 809**
Excédent de l'exercice	581 726	1 293 532

CTF FCE

MÉDIAS SOCIAUX

PÉRIODE : DU 1ER JUILLET 2022 AU 30 AVRIL 2023

NOTE

L'icône signifie que l'information présentée contient des données cumulatives des différents réseaux sociaux.

Sommaire de l'activité dans les médias sociaux

Comptes de médias sociaux : CTFFCE | CCTF - FCE | ctffce

Adeptes et abonné·es

22K
Adeptes et abonné·es

Adeptes et abonné·es > Réseaux sociaux

Twitter	18K
Page Facebook	3,3K
Instagram (compte professionnel)	612

Portée de la page et du profil

124K
Utilisateurs et utilisatrices

Publications

876
Publications

Publications > Réseaux sociaux

Twitter	459
Page Facebook	373
Instagram (compte professionnel)	44

Impressions

631K
impressions

Impressions > Réseaux sociaux

Twitter	489K
Page Facebook	136K
Instagram (compte professionnel)	5,5K

Engagement > Type

Réactions	3,6K
Partages	584
Commentaires	233

Principales interactions avec les publications > Type

Mentions j'aime	3,4K
Retransmissions	2K
Gazouillis cités	109
Réponses	92

Portée des publications > type de publication

Album carrousel	1,9K
Photo	1,6K
Actualité	1,2K
Vidéo (Reel)	326

Clics sur les liens des publications

1,7K
clics

Un mot sur le taux d'engagement

Le taux d'engagement correspond au nombre total d'engagements (ou d'interactions par les utilisateurs et utilisatrices) qu'une publication a suscités, divisé par le nombre total d'impressions sur cette publication, exprimé en pourcentage. D'après les spécialistes, un bon taux d'engagement se situe **entre 1 et 5 %.**

Engagement moyen par publication

5,59 %
Taux d'engagement

Taux d'engagement des publications	Taux d'engagement de la page	Taux d'engagement des publications	Taux d'engagement de référence selon la plateforme :
3,4 %	**3,8 %**	**13,5 %**	• Twitter : 1 % • Facebook : 2 % • Instagram : 3 %
Taux d'engagement	Taux d'engagement	Taux d'engagement	

Gazouillis les plus populaires

En prévision du #JourdelaTerre, @LSF_LST vous propose des plans de leçon et des ressources pédagogiques. #Investirdansnotreplanète
https://bit.ly/3GGmIZi
https://bit.ly/3H45Trx
https://bit.ly/404P9Xt

61,5 % Taux d'engagement

#Lesaviez-vous? 67 % des Canadien·nes pensent que les écoles devraient faire de l'enseignement des changements climatiques une priorité. Pour en savoir plus, lisez les résultats du sondage de @LSF_LST sur les perspectives des Canadien·nes à ce sujet ⬇
https://bit.ly/3MB9ssF

56,3 % Taux d'engagement

#DYK? 67% of 🇨🇦 surveyed think schools need to give climate change education a high priority. To learn more, check out the findings from @LSF_LST's recent survey on Canadians' Perspectives on Climate Change & Education ⬇
https://bit.ly/3K61k1y

55,6 % Taux d'engagement

Publications les plus populaires

Le #Droitàléducation est un droit universel fondamental qu'il faut reconnaître. Le 10 décembre, appuyons #Léducationpubliqueenpremier!
https://bit.ly/3i9hDiQ

400 % Taux d'engagement

.@jessewente closes the 2022 #CTFFCE National Staff Conference with his message about right relations. @jessewente clôt la Conférence nationale pour le personnel de la #CTFFCE de 2022 avec un puissant message qui appelle aux relations justes.

400 % Taux d'engagement

#StopTheSqueeze

250 % Taux d'engagement

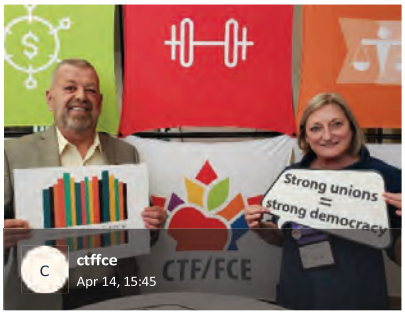
Publications les plus populaires

@ctffce's Executive and staff stand united to acknowledge the importance of #NationalDayforTruthandReconciliation. Because #TruthandReconciliation is a priority all throughout the year. 🩶 Le Bureau de direction et le personnel de la @ctffce reconnaissent l'importance de la #Journéenationaledelavéritéetdelaréconciliation. La #véritéetréconciliation = priorité toute l'année.

22,6 % Taux d'engagement

We had such a great time at the NWT Educators' Conference in Yellowknife with educators from across the Northwest Territories! @ctffceprez and @ctffce's Wes Delve enjoyed the Conference. Thank you NWTTA for having us! Nous avons eu beaucoup de plaisir à la Conférence des éducateurs et éducatrices des T. N.-O., à Yellowknife! Le @ctffceprez et Wes Delve, de la @ctffce, profitent du moment. Merci à la NWTTA de nous avoir reçus!

22,4 % Taux d'engagement



It was great to be at #NLTABGM23 over the past couple of days! Thank you @nlteachersassoc for having us! Merci beaucoup🙌

22,1 % Taux d'engagement

Réseaux sociaux

CTFFCEpresident

JOURNÉES DE CÉLÉBRATION

Journée mondiale des enseignantes et des enseignants

Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes

Semaine de l'égalité des sexes

Semaine de la santé mentale

Mois national de l'histoire autochtone

Semaine canadienne de l'environnement

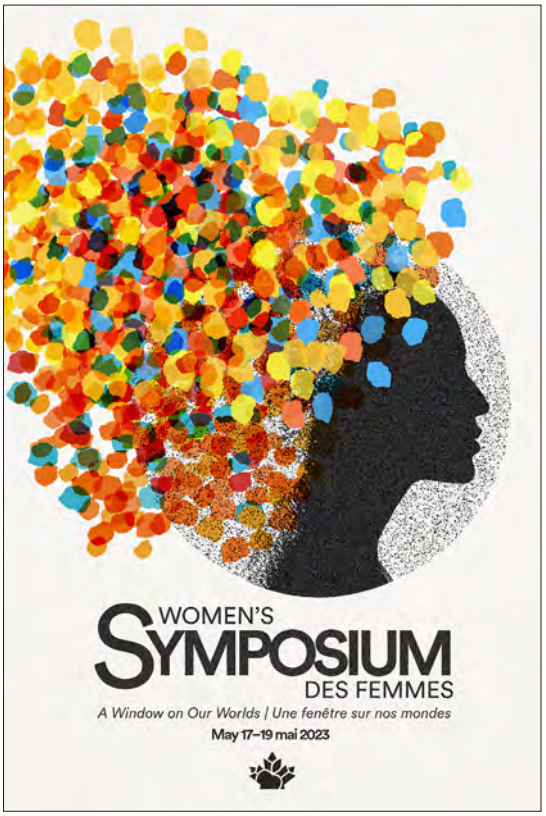
Journée du chandail rose

Journée nationale de la vérité et de la réconciliation

L'éducation publique en premier

Évènements

National Staff Conference
Conférence nationale pour le personnel
Stronger Together.
Progresser ensemble.
November 16-18 novembre 2022


WOMEN'S
SYMPOSIUM
DES FEMMES
A Window on Our Worlds | Une fenêtre sur nos mondes
May 17–19 mai 2023

TEACHER COLLECTIVE BARGAINING CONFERENCE
Key Bargaining Issues of Our Time
Les grands dossiers de négociation d'aujourd'hui
JUNE 4–6 JUIN 2023
MONTRÉAL QC
Co-hosted by QPAT
Coparrainée par l'APEQ
CTF/FCE
CONFÉRENCE SUR LA NÉGOCIATION COLLECTIVE DANS LE MILIEU ENSEIGNANT

FORUM
July 9 –11 juillet 2023
Canadian Forum on Public Education | Forum canadien sur l'éducation publique
The Answer Begins in the Classroom
La solution passe d'abord par la salle de classe
CTF/FCE

PRIX ET DISTINCTIONS

Prix de promotion de l'éducation publique

Ce prix salue le service dévoué d'une personne ou organisation sur une longue période et son importante contribution à l'éducation publique financée par l'État.

Colleen MacPherson

Mise en candidature par la Fédération des enseignantes et enseignants de la Saskatchewan (FES)

Colleen MacPherson est une autrice et une éditrice indépendante primée. Elle est aussi conseillère scolaire élue depuis 2009 et, à ce titre, elle milite pour que le gouvernement s'engage plus fermement à financer comme il se doit l'éducation en Saskatchewan. En tant que présidente des conseillères et conseillers scolaires de la Saskatoon Public School Division depuis 2019, Colleen MacPherson n'a pas hésité à prendre les rênes pour aider le milieu de l'éducation à faire face aux difficultés amenées par la pandémie, à l'augmentation radicale des inscriptions, aux fortes pressions inflationnistes et au manque de soutien du gouvernement. En sa qualité de conseillère scolaire, elle a assumé quatre mandats à la vice-présidence en plus d'avoir siégé au Comité de gouvernance, au Comité des conseillères et conseillers scolaires chargé du régime de retraite et au Comité des ressources humaines. Elle est également présidente de la section publique de la Saskatchewan School Boards Association. En se servant de sa plateforme pour amener du changement, Colleen MacPherson a écrit des articles d'opinion qui aident la population à comprendre la situation désastreuse des écoles publiques et l'importance d'investir dans l'éducation publique. « Voulons-nous que le financement de l'éducation se limite à une convention collective ou à peine plus, ou voulons-nous nous engager à faire de l'éducation l'investissement par excellence qui profite à tout le monde? », se demande-t-elle (*The Star Phoenix*, Saskatoon, le 29 mai 2022, citation traduite librement). Dans son action militante, Colleen MacPherson reste fidèle à son message : les difficultés auxquelles se heurte le milieu de l'éducation viennent du sous-financement chronique de ce secteur! Elle a toujours soutenu le personnel enseignant.

Prix spécial

Ce prix est remis à des personnes qui ont rendu des services méritoires à l'éducation ou à la profession enseignante à l'échelle provinciale, territoriale, nationale ou internationale.

Pierre Côté

Mis en candidature par la Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (OSSTF/FEESO)

Pierre Côté a représenté les intérêts du personnel enseignant et des autres travailleurs et travailleuses de l'éducation en Ontario auprès de nombreux gouvernements provinciaux, du Régime d'assurance des enseignantes et des enseignants de l'Ontario, du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario, du Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario, et la liste ne s'arrête pas là. Il est arrivé au Bureau provincial de l'OSSTF/FEESO en provenance de la région d'Ottawa où il était psychologue au Conseil des écoles publiques d'Ottawa-Carleton et à l'Ottawa Board of Education. En 1997, il s'est joint à l'équipe des Communications et de l'Action politique avant d'être promu directeur. Il est devenu secrétaire général adjoint en 2007, puis a assumé le rôle de secrétaire général à partir de 2010 jusqu'à son départ à la retraite en 2021. Connu pour son leadership, son professionnalisme et les judicieux conseils qu'il donnait à l'Exécutif provincial et à ses collègues, Pierre Côté a dirigé l'OSSTF/FEESO pendant des moments difficiles et a vécu avec elle des étapes importantes. Il a joué un rôle déterminant dans le retour de l'OSSTF/FEESO à la CTF/FCE et a aidé sa fédération à renouer avec les organisations membres d'un bout à l'autre du pays. Il a aussi appuyé les efforts de lutte de l'OSSTF/FEESO en faveur de l'éducation publique et des droits des enseignantes et enseignants et des autres travailleurs et travailleuses de l'éducation à l'échelle internationale. Pendant près d'un quart de siècle, Pierre Côté a été un ardent défenseur du personnel enseignant, des autres travailleurs et travailleuses de l'éducation et de l'éducation publique en Ontario et dans le monde entier.

Prix spécial

Ce prix est remis à des personnes qui ont rendu des services méritoires à l'éducation ou à la profession enseignante à l'échelle provinciale, territoriale, nationale ou internationale.

Sam Hammond

Mis en candidature par la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario (FEEO)

Dans sa province natale, l'Ontario, comme ailleurs au Canada, Sam Hammond est reconnu comme un militant social, politique et syndical redoutable, et un chef de file qui défend l'éducation financée par l'État avec un enthousiasme et une passion inébranlables. Il a enseigné à toutes les années, de la maternelle à la 8e, et possède une longue expérience de l'enseignement à l'élémentaire et du travail syndical. Sam Hammond a été élu pour la première fois au Comité exécutif provincial de la FEEO en 2003. Il a ensuite occupé le poste de vice-président, puis de premier vice-président avant d'être élu à la présidence de la FEEO en 2009, poste qu'il a occupé jusqu'en 2021. Il a aussi été membre du Bureau et du Conseil d'administration de la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. À l'échelle nationale, Sam Hammond a influencé et défendu l'éducation financée par l'État avec la CTF/FCE en qualité de membre du Conseil d'administration (à partir de 2009), de vice-président, de président désigné, de président de nombreux comités de la CTF/FCE et enfin de président (de 2021 à 2023). Durant sa carrière, il a siégé au Conseil canadien du Congrès du travail du Canada, au Conseil d'administration du Collège syndical du Canada, au Comité consultatif du Centre for Labour Management Relations de l'Université métropolitaine de Toronto et au Conseil d'administration de la Fédération du travail de l'Ontario. Médaillé du jubilé de diamant de la reine Elizabeth II et lauréat du prix des alliées et alliés de Toronto Pflag, il a passé sa vie à lutter en faveur de la justice sociale et à défendre le droit du personnel enseignant à des conditions de travail sécuritaires et le droit des élèves à des conditions d'apprentissage tout aussi sécuritaires.

Prix spécial

Ce prix est remis à des personnes qui ont rendu des services méritoires à l'éducation ou à la profession enseignante à l'échelle provinciale, territoriale, nationale ou internationale.

Dianne Woloschuk

Mise en candidature par la Fédération des enseignantes et enseignants de la Saskatchewan (FES)

Remarquable modèle de leadership pour la profession enseignante, Dianne Woloschuk a amorcé sa carrière d'enseignante en 1977. Son engagement syndical a débuté à l'échelon local pour s'étendre à l'échelle provinciale, nationale et internationale. Avant de se joindre au Comité exécutif de la FES, Dianne Woloschuk a été secrétaire, présidente des Communications, vice-présidente et conseillère de son association locale. Elle a ensuite été membre du Comité exécutif de la FES de 2004 à 2007, puis présidente de la FES de 2007 à 2011. De 2007 à 2022, elle a fait partie du Conseil d'administration de la CTF/FCE, période pendant laquelle elle a assumé les rôles de vice-présidente (2009-2013), de présidente (2013-2015), de membre et de présidente du Comité consultatif du français langue première, et de fiduciaire du Fonds en fiducie. Dianne Woloschuk continue de jouer un rôle actif à l'Internationale de l'Éducation (IE) en tant que membre du Bureau exécutif depuis 2015, de membre du Comité des Statuts et Règlements, de présidente du Comité de la promotion des femmes et de déléguée à la Commission de la condition de la femme des Nations Unies. Les enseignantes et enseignants de la Saskatchewan, d'ailleurs au Canada et du monde entier ont bénéficié des connaissances et de l'action militante de Dianne Woloschuk, ainsi que de son dévouement à la profession enseignante.

Reconnaissance de la contribution d'une éducatrice ou d'un éducateur autochtone exceptionnel

Hommage rendu à un éducateur ou une éducatrice qui a fait preuve de leadership en éducation autochtone et d'excellence dans son enseignement adapté à la culture autochtone.

Anika Guthrie

Mise en candidature par la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario (FEEO)

Anika Guthrie est une Anichinabée membre du clan du castor et de la réserve indienne non cédée de Wikwemikong, sur l'île Manitoulin. Épouse, mère et apprenante à vie résolue à améliorer l'expérience scolaire des enfants, des jeunes et des familles autochtones, Anika Guthrie a, avec sa famille, accueilli des jeunes de toute la nation nishnawbe-aski obligés de quitter leurs familles et leurs communautés pour poursuivre leurs études secondaires à Thunder Bay. Anika Guthrie est la coordonnatrice de l'éducation des Premières Nations, des Métis et des Inuit au Lakehead District School Board. À ce titre, elle dirige le programme Mino Bimaadiziwin, un programme de leadership à l'intention des jeunes autochtones reconnu à l'échelle nationale comme une pratique exemplaire par l'organisme Indspire. Anika Guthrie travaille également comme chargée de cours contractuelle à l'Université Lakehead, où elle donne un cours sur l'éducation autochtone aux étudiantes et étudiants inscrits au baccalauréat en éducation.

En tant que rédactrice principale d'un projet mené en collaboration avec l'Office national du film du Canada, elle élabore en ce moment un outil pédagogique numérique qui présentera des voix et des perspectives autochtones. Sa contribution concerne principalement les modes d'enseignement et d'apprentissage autochtones, la santé, les processus de lutte contre le racisme et d'amour « décolonial » dans les écoles, et ce que signifie réellement « enseigner les vérités autochtones ». Anika Guthrie représente la FEEO au Comité consultatif de l'éducation autochtone de la CTF/FCE et est membre du Conseil d'administration de la Mazinaajim Children's Foundation, à Thunder Bay.

Reconnaissance de la contribution d'un aîné ou d'une aînée autochtone

Hommage rendu à un aîné ou une aînée autochtone pour sa contribution exceptionnelle à l'éducation publique au Canada.

Anyàłashâsh Sam Johnston

Mis en candidature par l'Association des professionnels de l'éducation du Yukon (APEY)

Anyàłashâsh Sam Johnston est un aîné tlingit respecté de Teslin qui possède une impressionnante expérience politique. Il a été chef du Conseil des Tlingits de Teslin pendant plus de dix ans et président de l'Assemblée législative du Yukon. Il se distingue comme étant le premier président autochtone d'une assemblée législative au Canada. En sa qualité de chef du Conseil des Tlingits de Teslin, il a joué un rôle important dans la rédaction d'un document qui a présenté une vision nouvelle des revendications territoriales et de l'autonomie gouvernementale autochtone au Yukon. En 1973, Anyàłashâsh Sam Johnston et tous les chefs du Yukon ont présenté au gouvernement libéral de l'époque un document qui est passé à l'histoire, intitulé *Together Today for our Children Tomorrow*, et qui a mené à la création de l'Accord cadre définitif. Par-dessus tout, il encourage l'*aduwané* (le respect) entre les élèves, le personnel et les membres de la communauté parce que c'est, selon lui, la voie de l'apprentissage. Il fait le déplacement entre Teslin et Whitehorse pour soutenir l'enseignement de la langue tlingit et raconter des histoires à la fois traditionnelles et personnelles. Il fait partie intégrante du programme linguistique et culturel de la Khàtìnas.àxh Community School et incarne Hà Khùstiyí, le mode de vie tlingit. Sa connaissance de la langue et de la culture locale tlingit est profondément enracinée dans sa communauté et la culture de l'école.

Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (CTF/FCE)

2490, promenade Don Reid
Ottawa (Ontario) K1H 1E1
Canada

Téléphone : 613-232-1505
Ligne sans frais : 1-866-283-1505
Fax : 613-232-1886

ctf.fce.ca

Les bureaux de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants sont situés sur le territoire traditionnel non cédé du peuple algonquin anichinabé.